

JUIN 2021

12

ENGAGEMENTS
DES DÉPARTEMENTS
DE GAUCHE
MANDAT 2021-2027



1

Face à la crise sociale : l'urgence du revenu de base

Avec détermination, les Départements de gauche ont soutenu dès 2017 l'expérimentation d'un revenu de base à destination des jeunes de 18 à 25 ans. Cette proposition, balayée d'un revers de main par le pouvoir central, s'est révélée d'une acuité politique et sociale nouvelle à l'heure de la crise sanitaire.

Toutefois, malgré l'explosion de la pauvreté chez cette tranche d'âge durement impactée par le confinement, le couvre-feu et la fermeture des commerces, le gouvernement persiste à refuser tout soutien à la jeunesse désormais obligée de s'approvisionner en nourriture auprès des associations caritatives. Nous sommes bien seuls en Europe à ne pas prévoir de solutions pour nos jeunes.

Devant cet état de fait, les Départements de gauche et leurs relais parlementaires veulent avancer sur le terrain de la lutte contre les inégalités et dépasser les discours pour du concret. L'idée maîtresse est d'affranchir la jeunesse en instaurant un revenu de base sans contrepartie mais avec un accompagnement renforcé, automatique pour résoudre la problématique du non-recours aux droits, ouvert dès 18 ans pour lutter contre la précarité des plus jeunes, dégressif en fonction des revenus d'activité.

Le revenu de base est pour nous une solution prometteuse pour redonner du corps à notre promesse républicaine.

Nous proposons de :

- Maintenir la pression sur le gouvernement et le Parlement pour instaurer un revenu de base aux jeunes de moins de 25 ans.

L'accès aux soins au cœur de l'égalité des territoires

La désertification médicale est aujourd'hui une réalité pour bon nombre de territoires et pas seulement ruraux. Devant cette situation intolérable, contraire au principe d'égalité des soins normalement garanti par notre droit, les Départements de gauche font preuve d'inventivité pour tenter de remédier au manque de médecins et au temps d'attente pour obtenir un rendez-vous.

Création de maisons de santé pluridisciplinaires, accélérer l'offre de cabines en télémédecine, bourses à l'installation des jeunes médecins, mise en place de cabinets itinérants ou encore salarisation par la collectivité de médecins généralistes, les Départements s'engagent à poursuivre ces actions pour amplifier l'offre de soins pour les habitants et en dépassant les logiques du « chacun pour soi ».

Nous proposons de :

- Recruter directement par la collectivité de médecins salariés.
- Accroître l'offre de soins en mettant en place des cabinets itinérants.
- Renforcer l'attractivité du territoire départemental dans sa globalité pour créer un écosystème favorable à l'installation de jeunes médecins : bourses, hébergement, centres de santé pluridisciplinaires.
- Développement systématique des cabines de télémédecine.
- Mobilisation des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour améliorer la couverture du territoire.

L'insertion, pour le développement des innovations sociales

L'insertion sociale et professionnelle est au cœur des missions assurées par les Départements. Les Départements de gauche sont pleinement engagés dans la structuration d'un véritable service public de l'insertion de tous les citoyens à chaque étape de leur vie. Forte de son expertise dans l'accompagnement socio-professionnel, la collectivité départementale est en capacité d'offrir des parcours d'insertion dynamiques et adaptés à la diversité des profils.

Les Départements de gauche contre vents et marées libérales demeurent les garants du modèle social français tout en innovant en permanence en direction des jeunes, des personnes en situation de handicap, des allocataires du RSA, de l'ensemble des citoyens ayant besoin d'un accompagnement personnalisé vers le logement et vers l'emploi.

Les politiques d'insertion sociales sont un investissement d'avenir indispensable mais aussi un puissant levier de développement local. Le déploiement de l'économie sociale et solidaire (ESS) ou encore l'expérimentation territoire zéro chômeur, initiée sous le quinquennat précédent le démontre avec force. Contre le discours culpabilisateur de l'assistanat généralisé, les Départements de gauche défendent une tout autre vision de l'aide sociale tournée vers l'émancipation, l'autonomie et la nécessaire solidarité qui fonde notre contrat social.

De surcroît en période de crise, les Départements sont l'échelon pertinent grâce à leur maillage territoriale qui permet la proximité nécessaire pour un accompagnement au plus près des besoins des personnes en insertion. Les Départements de gauche, aux côtés des missions locales et de l'ensemble des acteurs de l'insertion, prendront part à cette lutte sans merci contre la privation d'emploi.

Nous proposons de :

- Prioriser le « logement d'abord » : le logement comme préalable à l'insertion sociale et professionnelle.
- Mettre en place d'un Contrat d'Accompagnement Personnalisé pour l'Autonomie (CAPA) destinés aux jeunes de 18 à 25 ans en vue de développer un projet personnel et/ou professionnel nécessitant un soutien particulier et temporaire, permettant de construire de solides bases à l'insertion sociale et professionnelle et d'éviter l'errance.
- Créer d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) Insertion prenant en charge les allocataires du RSA. Après un diagnostic de la situation du demandeur d'emploi, un plan d'action est validé dans un contrat d'engagement. Deux leviers sont actionnés : un pack mobilité (aides pour la voiture, le covoiturage, la garde d'enfants) et la formation professionnelle qui permet un rapide retour à l'emploi.
- Créer une plateforme d'insertion pour les jeunes en situation de handicap. Ce service, passerelle entre l'enfance et l'âge adulte, doit permettre à ces jeunes de construire progressivement leur projet de vie, en les familiarisant avec les changements marquants liés à l'âge adulte : droits et devoirs, citoyenneté, accès au travail, vie affective et sexuelle, vie quotidienne et gestion du budget.

- Créer une application mobile Mon Département en Poche (MDP) pour faciliter l'accès à l'information et l'expression (recherche de logement, d'emploi, stages, incubateurs, permis de conduire, lieux à l'écoute des jeunes, échanges de bonnes pratiques, dépôt des projets en ligne, information culturelle, sportive ou sociale de proximité, numéros d'urgence, tchat, etc.).
- Soutenir et accompagner les communes et intercommunalités désireuses de créer un territoire zéro chômeur. Favoriser les partenariats avec les structures de l'économie sociale et solidaire notamment dans le secteur de l'économie circulaire et du réemploi.
- Utiliser systématiquement le levier de la commande publique pour favoriser l'introduction de clauses sociales.

Bâtir un service public du bien-vivre à domicile et du handicap

Confirmés dans leur rôle social à l'égard des personnes âgées et/ou en situation de handicap, les Départements de gauche s'engagent à créer un service public du maintien à domicile et de prise en charge du handicap et ce, avant même la loi sur la dépendance annoncée depuis bientôt 5 ans en vain.

Au regard du vieillissement de la population, il est devenu plus qu'urgent d'offrir de nouvelles solutions à nos anciens et aux aidants déjà très éprouvés par les mesures de confinement. Le mandat précédent a permis d'expérimenter des innovations qui fonctionnent et qui doivent être massifiées sur l'ensemble du territoire telles que l'hébergement inclusif, collectif, intergénérationnel ou encore des « EHPAD sur-mesure » adapté à une même maladie dégénérative comme Alzheimer.

Ce type de solutions qui permet de réconcilier autonomie et dépendance répond à une demande exprimée aussi bien par les bénéficiaires que par les familles qui y voient une meilleure prise en compte de la personne et de ses souhaits. Ainsi donc, les Départements de gauche s'engagent à développer un nouveau service public centré autour de la personne dépendante et des aidants qui sont, au même titre que les soignants, essentiels à la vie en bonne santé physique et psychologique.

Nous proposons de :

- Densifier le réseau des hébergements collectifs, intergénérationnels et l'habitat inclusif type « Maisons collectives » ou « Maisons en partage ».
- Créer des halte-répits, des plateformes d'entraide, des lignes de soutien psychologique pour soulager les aidants familiaux.
- Créer des « EHPAD sur-mesure », des résidences-autonomie adaptées à une même maladie dégénérative.
- Poursuivre la logique de guichet unique pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.
- Créer un « Bonus solidaire » visant à répondre à plusieurs impératifs intergénérationnels. Ce bonus vise à soutenir financièrement les jeunes étudiants qui souhaitent s'engager volontairement à créer du lien auprès des personnes âgées.

5.

Les Départements sur le front des inégalités socio-scolaires

Responsables de la gestion des collèges du territoire, les Départements de gauche mènent une politique volontariste de lutte contre les inégalités scolaires, bien souvent le décalque des inégalités sociales, aujourd'hui amplifiées par la crise sanitaire.

Cela passe par différents dispositifs de soutien à l'achat de fournitures scolaires à l'acquisition de matériel informatique devenu plus qu'indispensable en ces temps de crise sanitaire, des aides aux pratiques sportives et culturelles ou encore à la lutte contre le décrochage.

Offrir un environnement de travail sain pour les élèves est aussi un enjeu d'investissement important pour les Départements de Gauche dans la construction et la réhabilitation des collèges. En plus de l'amélioration du cadre de vie des élèves, ces investissements massifs sont une source d'activité et d'emploi non délocalisables.

Nous proposons de :

- Mettre en place d'un Pass culturel et sportif.
- Accroître l'offre de colonies de vacances solidaires en actionnant des partenariats interdépartementaux.
- Lutter contre le décrochage scolaire par une prise en charge et un suivi des élèves en situation d'exclusion et d'échec en créant une plateforme de soutien scolaire réservée aux collégiens.
- Mettre en place des aides à l'achat de fournitures scolaires, à l'acquisition de matériel informatique, favoriser la médiation numérique et la lutte contre l'illectronisme (l'illectronisme).
- Lutter contre la précarité menstruelle des jeunes filles en mettant à disposition des produits hygiéniques dans les établissements scolaires.

6.

Produire et nourrir sur nos territoires, le développement des filières d'approvisionnement locales

Aux côtés des producteurs locaux, les Départements de gauche ont lancé des programmes très ambitieux pour développer une agriculture locale de qualité en capacité d'approvisionner les restaurations collectives sur l'ensemble des territoires.

C'est un partenariat gagnant-gagnant que proposent aujourd'hui les Départements aux agriculteurs qui font tant pour l'activité de nos campagnes et pour nos paysages. En les accompagnant vers la transition agro-écologique, en leur ouvrant de nouveaux débouchés commerciaux, en développant les activités de maraîchage par une politique volontariste en matière de foncier agricole, c'est toute la société qui profite d'une meilleure alimentation.

Ainsi, les Départements de gauche proposent aujourd'hui un grand pacte agricole local 2021-2027 visant à soutenir massivement la transition des pratiques agricoles, à maintenir l'emploi agricole et à atteindre 100 % en produits frais, et locaux et les plus bio possible.

Nous proposons de :

- Viser l'excellence alimentaire labellisée dans tous les collèges et par extension dans toutes les structures accueillant un service de restauration collective en tenant un objectif 100% de produits frais d'origine locale et la plus bio possible.
- Accompagner les agriculteurs dans la transition agro-écologique par la mise en place d'aides directes et par le conseil en bonnes pratiques.
- Structurer l'offre locale en créant des plateformes numériques de mise en réseau des producteurs et des acheteurs publics ou privés.
- Mener des programmes de pédagogie écologique à la consommation d'énergie, à la biodiversité, au gaspillage alimentaire et à la prévention des déchets.

La précarité énergétique, au cœur des inégalités climatiques et sociales

Chefs de file des collectivités pour lutter contre la précarité énergétique, les Départements sont en première ligne pour intensifier la rénovation des logements. Disposant de la taille critique idoine, ils sont en capacité de mobiliser l'ensemble des acteurs publics, associatifs et les professionnels du bâtiment labellisés d'un territoire.

Ainsi, les Départements de gauche proposent d'établir une véritable stratégie territoriale de résorption de la précarité énergétique par la prévention à l'accompagnement des travaux en passant par le conseil et des objectifs quantifiables par année. Ce nouveau guichet unique à la rénovation énergétique des logements et à l'autoconsommation constituerait la pierre angulaire d'une politique publique, toujours embryonnaire, alors que nous savons que la rénovation des bâtiments est l'un des leviers les plus efficaces de lutte contre le réchauffement climatique.

Cette logique de service public-guichet aurait à la fois la capacité de répondre aux demandes des habitants mais aussi les moyens d'une détection des foyers en situation de précarité énergétique afin de contacter, dans une démarche amont/aval, les ménages en difficulté énergétique, poursuivant ainsi le but de réconcilier écologie et pouvoir d'achat.

Nous proposons de :

- Faire du mandat prochain celui de l'exemplarité énergétique en développant les énergies renouvelables dans le patrimoine départemental (hydro-électricité, photovoltaïque et éolien), se saisir des opportunités écologiques des friches industrielles, réduire la facture énergétique de la collectivité.
- Créer un guichet unique à la rénovation énergétique des logements et à l'autoconsommation dans le cadre de la création du Service public de performance énergétique de l'habitat (SPPEH) acté par la loi Climat et Résilience.
- Forger un label certifié en lien avec l'ADEME pour mieux encadrer les travaux de rénovation (diagnostics avant et après travaux) et lutter contre les « arnaques ».
- Privilégier l'approche descendante, amont/aval, de détection des logements en précarité énergétique pour aider les ménages modestes à gagner en pouvoir d'achat.
- Aides spécifiques pour les foyers les plus en difficulté.

L'Aide sociale à l'enfance, construire des parcours de vie

Parce que 26 % des personnes sans domicile fixe sont issus de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), parce que ces enfants aux parcours chaotiques ont 5 fois moins de chance de préparer le baccalauréat, les Départements de gauche, qui conservent chevillés à leurs convictions les principes d'égalité et de fraternité, doivent montrer la voie en matière d'accompagnement vers l'indépendance de ces enfants de la République. Leur majorité ne doit plus être vécue comme un couperet.

Il est temps de faire évoluer les « contrats jeunes majeurs » en l'élargissant après l'âge de 21 ans pour assurer une autonomie réussie. Cette mesure de solidarité au long cours permettra un suivi renforcé en matière d'hébergement, d'emploi, d'insertion sociale par l'entraide, de parentalité. Par ailleurs, si nécessaire et en vue d'anticiper l'errance, le jeune en situation d'échec pourra bénéficier de l'ASE après en être sorti et ce jusqu'à ses 25 ans.

Ce droit au retour sous l'aile de la collectivité départementale est une sécurité supplémentaire et un devoir solidaire apte à offrir un cadre plus stable pour une population fragilisée dès son plus jeune âge.

Nous proposons de :

- Créer un référentiel commun pour la protection de l'enfance et mettre en place un accompagnement de plus long terme.
- Créer un « droit à l'expérimentation » en permettant au jeune mineur d'être, de nouveau, pris en charge en cas d'échec tout en favorisant l'entraide et enfin accompagner les jeunes parents.
- Favoriser l'ouverture sociale et culturelle en déployant des parcours artistiques dans les MECS ou encore des séjours de vacances pour les jeunes pris en charge par l'ASE.

Les mobilités, levier majeur des transitions de nos territoires

Forts du premier réseau routier national, les Départements sont des acteurs incontournables pour réinventer nos modes de déplacement, réduire notre empreinte carbone et faire de la route un espace mieux partagé entre les usagers.

Ainsi les Départements de gauche s'engagent à prendre en compte systématiquement la dimension des voies cyclables dans les travaux d'aménagement routier, à créer un maillage de bornes de recharges électriques sur l'ensemble du territoire départemental, à réserver des voies dédiées aux transports en commun et au covoiturage et à multiplier des itinéraires cyclables à valeur touristique.

Ces aménagements devront être accompagnés par de nouveaux outils numériques aussi bien à destination des touristes que des habitants pour faciliter leurs déplacements sur le territoire départemental tout en promouvant des alternatives réelles à l'autosolisme.

Nous proposons de :

- Prendre en compte systématiquement la dimension des voies cyclables dans les travaux d'aménagement routier.
- Créer un maillage de bornes de recharges électriques sur l'ensemble du territoire départemental.
- Faciliter le covoiturage en mettant en place un réseau local épaulé par un service en ligne. Faire des aires de covoiturage un espace multimodal (location de vélo électrique, bornes de recharge, services en ligne, auto-stop).
- Créer des voies dédiées aux transports en commun et au covoiturage.
- Des aides à l'achat de véhicules hybrides ou électriques en complément des aides nationales.

La laïcité et l'égalité entre les hommes et les femmes : renforcer les outils d'émancipation

Dans le contexte troublé de déstabilisation de nos valeurs républicaines, les Départements de gauche veulent réaffirmer la dimension émancipatrice de ces valeurs telles que la laïcité, l'égalité entre les femmes et les hommes en s'impliquant davantage dans l'éducation à la citoyenneté notamment des jeunes collégiens.

Ils s'engagent à créer un service dédié à l'éducation à la citoyenneté et à la laïcité au collège en montant un parcours laïque et citoyen d'apprentissage des valeurs républicaines au collège en bonne intelligence avec l'Éducation nationale et les associations partenaires, pour déconstruire les préjugés, lutter contre les discriminations de toute nature et enfin promouvoir le sport féminin dès le plus jeune âge.

Ciment de notre contrat social et de notre identité, nos valeurs républicaines doivent être défendues fermement contre les tentations du repli et d'exclusion.

Nous proposons de :

- Créer un parcours laïque et citoyen au collège en partenariat avec l'Éducation nationale.
- Concevoir des chartes de la laïcité en co-construction avec les habitants.
- Promouvoir le sport féminin dès le plus jeune âge.
- Impulser des programmes pédagogiques visant à affirmer l'égalité garçons-filles et contre le sexisme.
- Créer un Observatoire départemental de lutte contre les violences faites aux femmes et un accompagnement social.
- Créer un Observatoire de lutte contre les discriminations.

La démocratie citoyenne, une chance pour les collectivités locales

Les budgets participatifs citoyens sont aujourd'hui une réalité pour bon nombre de collectivités départementales.

À l'appui de ce succès, les Départements de gauche veulent maintenant ouvrir une nouvelle étape de la participation citoyenne en permettant aux habitants d'un territoire de s'exprimer directement sur les dossiers en cours menés par le Conseil départemental et ce, dans tous les domaines : environnement, transports, culture, éducation, social, etc.

L'objectif est d'entrer dans une phase de co-construction des politiques publiques et d'implication citoyenne. Implication citoyenne qui passe également par des solutions d'investissement dans des projets de développement local en vue de se réappropriier les communs.

Nous proposons de :

- Renforcer le rôle consultatif des instances citoyennes sur les dossiers menés par le Conseil départemental. Privilégier le tirage au sort dans la désignation des membres.
- Instaurer un droit à l'initiative citoyenne soutenue par un budget participatif.
- Donner aux citoyens la possibilité de concourir et financer des projets locaux, solidaires et écologiques afin de permettre aux citoyens du territoire de se réappropriier les communs.
- Favoriser la co-construction de projets en matière de transition écologique et solidaire avec la démarche d'appels à projets.
- Instaurer un droit à l'initiative citoyenne soutenue par un budget participatif.

Les Départements facilitateurs de la sortie de crise sanitaire

Après l'urgence des premiers confinements où les Départements se sont révélés de puissants soutiens à la population face à l'épidémie, l'heure est à la mobilisation générale pour accélérer la campagne nationale de vaccination.

Entrevoir la sortie de crise constitue l'une des priorités des Départements de gauche qui ont bien conscience que les citoyens sont épuisés et abîmés par la restriction des libertés fondamentales et cette assignation à résidence.

Aussi, les Départements de gauche s'engagent à mettre en place les conditions optimales à une vaccination massive quand les doses arriveront enfin. Que ce soit en termes de logistique, de gestion de centres de vaccination supplémentaires, d'innovation vaccinales pour les personnes isolées grâce à des vaccinobus itinérant, d'information et de communication, les Départements de gauche sont une nouvelle fois à la manœuvre pour faciliter l'accès à ce bien essentiel qu'est la santé.

Les Départements sont prêts.

Nous proposons de :

- Mettre toute l'ingénierie départementale en ordre de marche pour atteindre une couverture vaccinale rapide.
- Participer activement à la campagne de sensibilisation vaccinale en mettant en place des ambassadeurs vaccinaux pour informer et guider les citoyens dans leur parcours de vaccination.
- Innover toujours en mettant à disposition des vaccinobus pour vacciner les personnes isolées.
- Assurer le lien avec les professionnels du tourisme, du spectacle et de la restauration pour anticiper la réouverture et « l'après » que nous attendons tous.



GROUPE
de **GAUCHE**

DE L'ASSEMBLÉE DES
DÉPARTEMENTS DE FRANCE